

## [HISTOIRE] Le 1er novembre 1976 : Jean-Baptiste Bagaza renverse Michel Micombero

@rib News, 01/11/2025 â€“ Source Perspective Monde 1 novembre 1976 : Renversement du prÃ©sident burundais Michel Micombero Le prÃ©sident burundais, Michel Micombero (Ã -g), est renversÃ© par un coup d'Ã‰tat orchestrÃ© par un chef d'Ã‰tat-major gÃ©nÃ©ral adjoint, le colonel Jean-Baptiste Bagaza (Ã -d). TrÃ©s critique du rÃ©gime prÃ©cÃ©dent, celui-ci s'engage Ã favoriser une rÃ©conciliation nationale et Ã faire des rÃ©formes dÃ©mocratiques.

AprÃ©s avoir pris le pouvoir et aboli la monarchie en 1966, le prÃ©sident Michel Micombero et le parti unique, l'UnitÃ© pour le progrÃ©s national (UPN), dirigent le Burundi de faÃ§on autoritaire. En 1972, les tensions entre la majoritÃ© hutue et la minoritÃ© tutsie, qui tient les rÃ©nes du pouvoir, dÃ©gÃ©nÃ©rent en massacres qui font des centaines de milliers de morts et d'exilÃ©s. Le mÃ©contentement grogne Ã l'endroit du prÃ©sident, que l'on accuse Ã©galement de corruption et d'un manque de vision pour son pays. Les rumeurs d'un coup d'Ã‰tat du chef d'Ã‰tat-major, Thomas Ndabemeye, incitent un autre militaire, le chef d'Ã‰tat-major gÃ©nÃ©ral adjoint, le colonel Jean-Baptiste Bagaza, Ã passer Ã l'action. Le 1er novembre 1976, Micombero est renversÃ© sans effusion de sang. Ndabemeye est Ã©galement Ã©cartÃ©. La Constitution est suspendue et Bagaza, un Tutsi appuyÃ© par l'armÃ©e, est dÃ©signÃ© prÃ©sident par un Conseil suprÃªme rÃ©volutionnaire (CSR) formÃ© de membres. La fin de la premiÃ¨re RÃ©publique est proclamÃ©e alors qu'un nouveau gouvernement, le premier de la deuxiÃ¨me RÃ©publique, est formÃ©. On rÃ©tablit la fonction de Premier ministre qui est confiÃ©e au lieutenant-colonel Ã‰douard Nzambimana. AprÃ©s les conflits et les divisions des derniÃ¨res annÃ©es, le prÃ©sident Bagaza, qui dÃ©nonce le rÃ©gionalisme et le clanisme sous Micombero, s'engage Ã promouvoir une rÃ©conciliation nationale. Peu de Hutus sont toutefois intÃ©grÃ©s au nouveau cabinet. Bagaza souhaite Ã©galement adopter des rÃ©formes agraires et dÃ©mocratiques. Il restera en poste pendant 11 ans, avant d'Ãªtre renversÃ© Ã son tour par un coup d'Ã‰tat, le 3 novembre 1987. Texte rÃ©digÃ© par l'Ã©quipe de Perspective Monde Dans les mÃ©dias... Philippe Decraere, Ã« Le coup d'Ã‰tat serait la consÃ©quence de rivalitÃ©s au sein de l'armÃ©e Ã» Le Monde (France), 4 novembre 1976, p. 8. Ã«...Les relations avec les pays limitrophes posent d'Ã©pineux problÃ¨mes, la plus grande partie des Ã©lites Hutus ayant Ã©migrÃ© depuis dix ans au ZaÃ¯re, en Tanzanie et surtout au Rwanda. Dans ce dernier pays, oÃ¹ les clivages ethniques sont aussi marquÃ©s qu'au Burundi, la situation politique est radicalement diffÃ©rente. Alors que le Burundi Ã©tait, depuis le putsch perpÃ©trÃ© par Michel Micombero une vÃ©ritable RÃ©publique Tutsi, au Rwanda, ce sont les Hutus qui contrÃ´lent le pouvoir. Deux questions se posent au lendemain du coup d'Ã‰tat du 1er novembre Ã Bujumbura. Quel va Ãªtre l'avenir de la population Hutu du Burundi ? Quelle sera l'Ã©volution des rapports entre Bujumbura et Kigali ? Pour que l'ancienne colonie belge sorte enfin du sous-dÃ©veloppement qui en fait l'une des plus pauvres rÃ©publiques du continent noir. Il est indispensable que la concorde rÃ©gner entre les deux communautÃ©s Hutu et Tutsi Ã l'intÃ©rieur du pays, mais aussi que la coopÃ©ration se dÃ©veloppe entre le Burundi et le Rwanda. Ã» Abdelaziz Dahmani, Ã« Un coup d'Ã‰tat pour quoi ? Ã» Jeune Afrique (France), 19 novembre 1976, p. 38. Ã«...Le lieutenant gÃ©nÃ©ral Michel Micombero (...) se prÃ©pare Ã fÃªter, le 28 novembre, le dixiÃ¨me anniversaire de son accession au pouvoir en tant que Ã« pÃ¨re Ã», Ã« hÃ©ros Ã» et Ã« leader bien-aimÃ© Ã» de la nation. Le 1er novembre, le voile dÃ©chu. Les messages de soutien attendus dans le courrier du prÃ©sident se transforment en attaques violentes contre le tyran, l'usurpateur, le dictateur... De nouveau, les 99,99% sanctionnant les consultations Ã©lectorales se changent en allÃ©gres zÃ©ros... Ã« Le roi est mort, vive le roi ! Ã» Les messages de soutien sont, depuis le 3 novembre, adressÃ©s au nouvel homme fort du pays, le lieutenant-colonel Jean-Baptiste Bagaza, trente ans, rentrÃ© au Burundi il y a cinq ans, diplÃ´mÃ© d'une Ã©cole militaire belge. Il faut lui prÃ©ter allÃ©geance avant le couvre-feu de 17 heures et ne pas se dÃ©placer d'une province Ã l'autre. Ces restrictions ont tout de mÃªme Ã©tÃ© allÃ©gÃ©es le 6 novembre. Comme Micombero il y a dix ans, Bagaza a, dans sa premiÃ¨re dÃ©claration, justifiÃ© le putsch par l'abus d'autoritÃ©, le nÃ©potisme et la corruption de son prÃ©dÃ©cesseur. Ici l'histoire se rÃ©pÃªte, Ã cette diffÃ©rence prÃ©s que Micombero a renversÃ© en 1966 le roi lui-mÃªme montÃ© sur le trÃ´ne par un acte de fÃ©lonie accompli, quelques mois plus tÃ´t, Ã l'encontre de son pÃ¨re. Bagaza a donc destituÃ© un militaire qui, en dix ans, a accaparÃ© plus de pouvoirs que le plus autoritaire des mwami (rois) ayant rÃ©gnÃ© sur le Burundi depuis l'an 1675. Ã»

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});